



Conseil de sécurité
Débat ouvert

La situation au Proche Orient

New York, le 23 Janvier 2024

Déclaration lue par le Conseiller fédéral Ignazio Cassis
Ministre des Affaires étrangères de la Suisse

Merci Monsieur le Président,

J'aimerais tout d'abord remercier Monsieur le Secrétaire général pour sa présentation,

J'exprime également lui exprimer mes sincères condoléances pour la perte de ses 153 collaborateurs humanitaires,

Excellences,

La Suisse partage les principes d'humanité et de paix qui guident l'action de ce Conseil. Nous réitérons la condamnation sans appel des attaques du Hamas contre Israël et exigeons la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages détenus par le Hamas.

Les prises de parole qui s'enchaînent dans cette salle nous rappellent que nous avons atteint un niveau de haine et de souffrance extrême au Proche Orient.

Alors que depuis le 7 octobre dernier la violence ne semble plus avoir de limites en Israël, à Gaza, comme dans tout le Territoire palestinien occupé, une question me préoccupe particulièrement.

Que pouvons-nous faire ?

Ce conseil a certes adopté deux résolutions essentielles, mais nous ne parvenons pas à les mettre en œuvre.

En effet :

- Seule une partie des otages a été libérée ;
- Des civils continuent chaque jour d'être victimes de combats;

- Le droit international humanitaire est violé de manière continue ; et ceci au moment du 75^e anniversaire des conventions de Genève.

Mesdames et Messieurs,

Lorsqu'on constate que - malgré tous nos efforts, malgré toute l'énergie mise par ce Conseil dans l'adoption de ces deux résolutions – lorsqu'on constate que la violence se poursuit, il n'y a qu'un mot qui me vient à l'esprit : frustration.

Mais nous ne pouvons pas céder à la frustration. Nous ne pouvons pas nous laisser décourager. Face à un tel degré d'inhumanité, nous n'en avons pas le droit.

Pour parvenir à dégager ensemble une piste de solution à la hauteur de nos responsabilités, nous devons prendre du recul et affronter sans tabou les blocages qui empêchent ce Conseil de faire son travail.

Je souhaite souligner trois points essentiels à prendre en compte sur le chemin d'une paix durable au Proche Orient :

1. Premièrement : le monde a changé.
Le Moyen Orient n'est plus ce qu'il était au moment des accords de Camp David ou d'Oslo.
Les Etats de cette région ont beaucoup évolué : ils expriment des aspirations légitimes, ils veulent aujourd'hui jouer un rôle clé.
Aucune paix durable au Proche Orient ne sera ainsi possible sans un consensus politique régional.
2. Deuxièmement, Israël a développé une nouvelle dynamique diplomatique régionale.
J'y vois là un signe que des terrains d'entente politique existent, que des intérêts communs sont mutuellement reconnus.
Aussi bien pour le peuple israélien que palestinien.
3. Enfin, le fondement d'une paix durable reste la création d'une solution à deux Etats.
C'est la solution qui donnera tant aux Israéliens qu'aux Palestiniens la perspective de vivre en paix et en sécurité.

Mesdames et Messieurs, chers et chères collègues,

Il y a une citation d'Eleanor Roosevelt que j'aimerais vous lire: *"It isn't enough to talk about peace. One must believe in it. And it isn't enough to believe in it. One must work at it"*.

Nous ne pouvons plus nous contenter de gérer ce conflit.

L'impasse dans laquelle nous sommes aujourd'hui à Gaza nous le prouve.

Nous avons atteint un point de bascule : nous devons désormais faire de nouveaux pas concrets vers la résolution politique de ce conflit qui a déjà coûté la vie à beaucoup trop de personnes.

Comment agir concrètement ?

Je plaide pour une approche commune. Nous devons tous y travailler : les parties au conflit, les Etats de la région, je souligne, et les membres de ce Conseil.

Nous devons imaginer ensemble le futur sur la base d'une approche globale qui contienne tous les éléments-clés du conflit.

J'entends ici la libération des otages restants ; le cessez-le-feu humanitaire ; l'accès sans entrave à l'aide humanitaire ; le respect sans entrave du droit international humanitaire : le tout sur la toile de fond d'une solution politique.

Je suis bien conscient que ces éléments font partie des préoccupations de ce Conseil, mais nous devons les penser dans une nouvelle « géographie » de la paix.

Monsieur le Président,

Votre pays, la France, est le berceau des Lumières.

Vous comprendrez certainement ma démarche qui voit dans la critique et la remise en question, le moteur qui nous permettra d'avancer au-delà des obstacles, pour atteindre cette lumière qu'est la paix.

Je suis convaincu que nous tous, ici auprès de l'ONU, avons la capacité de nous retrouver, de changer de regard.

Certains trouveront cela utopique.
Moi, je préfère l'utopie à la dystopie.

A vos côtés - avec les Israéliens, les Palestiniens et les Etats de la région - la Suisse est prête à jouer son rôle dans ce processus difficile mais indispensable pour la paix.

Nous nous tenons prêts à réunir les acteurs clés de ce conflit et à soutenir tout effort à même de bâtir le chemin vers la paix. Comme par exemple celui annoncé hier par l'Union européenne.

Je vous remercie.